Allons-nous enfin être gouvernés ?

LUC VAN CAMPENHOUDT ET MICHEL MOLITOR

Si « gouverner c'est prévoir », alors, sur le plan institutionnel tout au moins, du côté francophone, nous n'avons guère été gouvernés au cours de ces dernières années. Ces années où la N-VA n'était pas encore ce qu'elle est devenue aujourd'hui grâce au « non » fier et persistant des francophones lorsqu'ils avaient pourtant face à eux des Flamands moins intransigeants. Il est trop facile aujourd'hui de reporter la responsabilité sur l'électoralisme infructueux d'Alexander De Croo d'abord et sur l'obstination séparatiste de Bart De Wever ensuite. La responsabilité de ce qui nous arrive est d'abord celle des partis francophones qui ont trop longtemps joué défensivement la montre quand il fallait repenser et renégocier positivement la Belgique et son système politique sur des bases nouvelles[1].

Alors, quand on se retrouve face au mur séparatiste que l'on a contribué à ériger avec autant d'entêtement, on est tout déboussolé, oscillant entre l'accablement et l'espoir le plus fou (comme celui de croire que le génie politique d'Elio Di Rupo allait suffire pour convaincre Bart De Wever de conclure un accord équilibré du point de vue des deux parties) ; risquant, comme au poker, des annonces improbables (telle la capacité de créer une Belgique indépendante sans la Flandre mais avec Bruxelles) pour se retrouver la semaine suivante à renégocier comme si l'on n'avait rien dit ; trouvant un jour toutes les vertus à l'adversaire pour le traiter le lendemain de tous les noms, notamment de menteur.

Un moment, l'espoir avait jeté un voile pudique sur les logiques les plus crues de la politique. Les ténors des trois partis francophones impliqués dans les négociations se congratulaient mutuellement pour leur attitude « non partisane » et manageaient même le leadeur nationaliste flamand pour lui laisser le temps de se « jeter à l'eau ». Mais aujourd'hui, tous les lutteurs, du nord comme du sud, sont au tapis, groggy et humiliés. Avec une énorme gueule de bois. Et le voile pudique s'est déchiré d'un coup sur la vérité des rapports politiques.

1 Comme *La Revue nouvelle* n'a cessé de le répéter ces années durant.

Le clivage entre la gauche et la droite d'abord est clairement réapparu. Les partis se démarquent d'autant plus nettement que la situation économique et sociale va réclamer des mesures douloureuses et que la réforme de l'État risque d'aggraver les choses pour le sud du pays au moins. Avec l'omniprésente crise institutionnelle, beaucoup avaient presque fini par penser que tout le monde était au centre, position longtemps confortable, mais qui risque de l'être de moins en moins dès lors qu'il faudra faire des choix difficiles. Ceci explique à la fois la volonté des partis de centre gauche d'écarter les libéraux et celle de la N-VA de les prendre au gouvernement.

Au-delà des motivations liées aux identités nationalistes, régionalistes ou communautaires, au-delà des déclarations de principe sur la responsabilisation nécessaire de ceux qui bénéficient des transferts, l'enjeu économique apparait central. Il s'agit bien, avant tout, de questions de gros sous. Ce que Bart De Wever a résumé en critiquant les mesures envisagées comme affaire d'« argent de poche ». Lorsque la légitimité d'un État est en crise, lorsqu'il ne peut plus faire valoir auprès de la population une vision forte de lui-même et de sa fonction sociétale, c'est la gestion de la chose publique qui devient la source principale de légitimité du politique. Le nationalisme et le communautarisme de nombre de leadeurs flamands, à commencer par un certain Yves Leterme, sont, avant tout, un pragmatisme économique.

Dans la crainte de l'implosion du pays et compte tenu de l'espoir placé dans l'entreprise du préformateur, on avait également sous-estimé les logiques partisanes, comme si tout n'était qu'une affaire d'opposition entre deux communautés linguistiques. Si le gouvernement précédent est tombé prématurément, c'est en effet par la volonté politicienne du jeune président du VLD. Si Bart De Wever a tant de mal à transiger, c'est d'abord parce que son parti n'existe que pour l'indépendance de la Flandre, tout le reste n'étant qu'épisodes sur ce chemin dont il peut maintenant espérer un aboutissement. L'échec — calculé ? — de sa mission de clarificateur n'a-t-il pas pour motif la volonté de montrer qu'il faut sortir du jeu politique pour imposer une solution qui satisfasse les exigences d'un parti — la N-VA — et non plus de l'ensemble ? Si le MR remue dans les brancards et déjeune avec des leadeurs flamands, c'est parce qu'un véritable parti n'a d'autre finalité que d'occuper le pouvoir et qu'il attend de son président qu'il fasse tout pour cela, y compris conclure des alliances improbables ou mettre une de ses propres composantes (en l'occurrence le FDF) dans une position délicate. Si les partis francophones impliqués dans les négociations s'entendent si bien, c'est pour la perspective d'occuper ce pouvoir ensemble, l'un grâce à l'autre, pour une nouvelle législature. C'est plus largement parce que tous les partis partagent en principe un double intérêt : rendre possible l'exercice de la politique et sauvegarder d'elle une image convenable.

La Belgique institutionnelle est devenue un immense « machin », comme disait De Gaulle de l'ONU, avec notamment une régionalisation déséquilibrée — toutes les

Régions n'ayant pas les moyens de leur autonomie —, une concurrence entre les Régions et l'État fédéral qui est devenu ni plus ni moins qu'un enjeu à piller, avec un système parlementaire parasité par les intérêts particuliers (notamment ceux de banques plus puissantes que n'importe quel parti). Une chose est de trouver un nouveau compromis et de convenir d'une énième réforme qui rendent, pour un temps, ce « machin » gérable. C'est ce qu'ont réussi, durant cinquante ans, des Eyskens, Martens et Dehaene. Mais sans vision. Sans sortir d'une logique du bricolage. Sans s'interroger sur les principes et mécanismes fondamentaux indispensables à tout système politique. Et sans que l'on puisse dire qui est encore capable de les animer.

La Belgique doit se reconstruire. Les pouvoirs et fonctions, certes réduits, de l'État fédéral devraient être définis non en creux, mais de manière positive, comme le lieu d'un désir de vivre ensemble. Gagnant en autonomie, les Régions pourraient coopérer au bénéfice de toutes sur des bases bilatérales. C'est dire qu'il ne s'agit pas seulement de résoudre cette nouvelle crise institutionnelle par un énième compromis. Au-delà des principes et des structures de l'État, c'est tout le système politique qu'il faut redéfinir. Cela implique une concordance entre ces principes et structures, d'une part, et les pratiques concrètes des responsables politiques qui les incarnent, d'autre part. Mais au-delà du fonctionnement interne du système politique, c'est le rapport de celui-ci avec l'ensemble de la société et des citoyens qu'il faut repenser. Ce n'est rien moins qu'une nouvelle société politique qu'il s'agit de construire, ce qui dépasse très largement le problème ponctuel de la formation d'un gouvernement, aussi indispensable soit-elle.

Allons-nous enfin être gouvernés ? ■